



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 18/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARCILLAT CORCIEUX site ETS ASMAR

667 RUE DE LA GARE
88430 Corcieux

Références : S-23-827RP

Code AIOT : 0006202174

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement MARCILLAT CORCIEUX site ETS ASMAR implanté 1232 RUE DE LA GARE 88430 Corcieux. L'inspection a été annoncée le 09/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans l'action collective "incompatibilité chimique". Elle s'appuie sur les textes suivants :

- arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- règlement européen (REACH) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 ;
- arrêté préfectoral d'autorisation du n° 1718/2003 du 21 juillet 2003.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARCILLAT CORCIEUX site ETS ASMAR
- 1232 RUE DE LA GARE 88430 Corcieux
- Code AIOT : 0006202174
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est spécialisé dans la fabrication de lactosérum en lien avec la fromagerie Marcillat. Tous deux appartiennent au groupe LACTALIS.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Surveillance de l'installation et accès | Arrêté Préfectoral du 18/12/2006, article 16.8 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 2 | Consignes d'exploitation et de sécurité | Arrêté Préfectoral du 18/12/2006, article 16.2.1 | / | Sans objet |
| 3 | Identification et localisation des risques | Arrêté Préfectoral du 18/12/2006, article 17.2 | / | Sans objet |
| 4 | Produits associés aux rétentions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 III | / | Sans objet |
| 5 | Etat des stocks | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | / | Sans objet |
| 6 | Etat des rétentions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II | / | Sans objet |
| 7 | Volume des rétentions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 I | / | Sans objet |
| 8 | Prescriptions issues des FDS | Règlement européen du 18/12/2006, article 37 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est rigoureusement géré pour ce qui concerne l'enjeu des incompatibilités chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'installation et accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2006, article 16.8 |
| Thème(s) : Produits chimiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les accès à l'intérieur de l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine. |
| Constats : L'exploitation est organisée de telle sorte qu'une surveillance permanente est organisée. Les personnes extérieures n'ont pas accès au site sans passer par un poste de gardiennage. Ainsi, dans le cas de la livraison de produits chimiques, l'accueil est assuré par un des agents qui disposent de la formation ADR. Cette personne accompagne le chauffeur pendant toutes les opérations de dépotage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2006, article 16.2.1 |
| Thème(s) : Produits chimiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir. Ces dispositions portent notamment sur : <ul style="list-style-type: none">- la conduite des installations (consignes en situation normale, en cas de crise, essais périodiques) ;- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;- la maintenance et la sous-traitance ;- l'approvisionnement en matériel et matière ;- la formation et la définition des tâches du personnel. Ces dispositions rédigées par écrit sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a présenté les consignes mises en place. Plus particulièrement sous l'angle des incompatibilités chimiques, l'inspection a constaté que des procédures sont mises en place sur site : <ul style="list-style-type: none">- pour ce qui concerne les procédures de dépotage à proximité de chaque point de dépotage ;- pour ce qui concerne l'usage des produits chimiques avec affichage de « fiches de sécurité utilisateurs » à proximité des postes de travail. En l'espèce il s'agit de fiches au format A3 qui reprennent les informations essentielles des Fiches et Données de Sécurité (FDS). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Identification et localisation des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2006, article 17.2 |
| Thème(s) : Produits chimiques, r |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant recense sous sa responsabilité les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations. L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles, émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé. |
| Constats : L'exploitant a présenté un plan d'établissement répertorié qui détaille les risques potentiels répartis au sein de l'établissement. L'inspection a constaté que ce risque est signalé sur site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Produits associés aux rétentions

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 III |
| Thème(s) : Produits chimiques, r |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. |
| Constats : La stratégie de l'exploitant est double selon les secteurs : <ul style="list-style-type: none">- soit chacun des produits dispose d'une rétention sans mélange des produits incompatibles ;- soit les produits sont stockés à même le sol (en ce cas c'est le bâtiment qui fait rétention avec renvoi éventuel vers le bassin tampon de la station d'épuration) mais les produits qui leur sont incompatibles disposent d'une rétention spécifique (c'est le cas des alcalins qui sont disposés à même le sol dans l'unité de fabrication des fromages alors que les acides sont stockés sur rétention). Seuls des produits dilués à 1 % (encours de soude et d'acide) peuvent être associés à une même rétention. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Etat des stocks

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 |
| Thème(s) : Produits chimiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> |
| Constats : L'exploitant tient à jour un état hebdomadaire des matières stockées au niveau de l'ensemble du site. Chaque responsable de secteur tient à jour en temps réel un état complémentaire des matières stockées. L'ensemble de ces référencements est disponible sur le serveur du site qui est externalisé à Laval et donc accessible en 24/7 quelles que soient les conditions ou événements. L'exploitant a par ailleurs présenté l'ensemble des fiches de données de sécurité. L'exploitant est proactif dans leur mise à jour. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Etat des rétentions

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II |
| Thème(s) : Produits chimiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé.</p> |
| Constats : L'inspection a constaté que les rétentions vues sont en bon état. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Volume des rétentions

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 I |
| Thème(s) : Produits chimiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. |
| Constats : L'inspection a constaté que les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont associées à des rétentions de volumes qui répondent aux prescriptions du présent article. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Prescriptions issues des FDS

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37 |
| Thème(s) : Produits chimiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p> |
| Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant a traduit les fiches de données de sécurité en « fiches de sécurité utilisateur » qui en reprennent les éléments essentiels : identification du produit (dénomination commerciale, fournisseur dont n° de téléphone, composition, utilisation), identification des dangers, protections individuelles, premiers secours, mesure en cas d'accident et conditions de stockage. L'inspection a vérifié par sondage que les prescriptions des fiches de données de sécurité sont respectées sur site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |